

Prise de position du conseil d'administration de Perfect Holding SA

concernant la décision de la Commission des OPA du 26 avril 2013 constatant l'invalidité du point de vue du droit boursier de la clause d'opting out figurant à l'article 9 des statuts

Le conseil d'administration de Perfect Holding SA ("**Perfect**" ou la "**Société**"), invité par la Commission des OPA à se prononcer sur la décision de ladite Commission du 26 avril 2013 constatant l'invalidité du point de vue du droit boursier de la clause d'opting out contenue à l'article 9 des statuts (la "**Décision**"), communique la position suivante conformément à l'article 61 al. 3 OOPA :

1. Contexte de la Décision

La présente prise de position intervient en rapport avec la Décision de la Commission des OPA de rejeter la requête soumise par un groupe d'actionnaires composé de MM. Stephen Grey et Nicholas Grey et des sociétés Grover Ventures Inc. et Haute Vision SA (le "**Groupe d'Actionnaires**") tendant à obtenir une confirmation de la validité du point de vue du droit boursier de la clause d'opting out adoptée par l'assemblée générale ordinaire de Perfect du 27 avril 2007 (la "**Requête**").

Le contexte dans lequel s'inscrit la Décision peut être brièvement résumé comme suit :

- Le Groupe d'Actionnaires, annoncé comme tel auprès de la SIX Swiss Exchange, détient aujourd'hui 54.86 % des droits de vote de Perfect à la suite de la récente augmentation de capital de Perfect dans le cadre de l'acquisition de la société anglaise Oxygen Aviation Limited. Le Groupe d'Actionnaires détenait précédemment 67.52 % des droits de vote suite à sa participation prépondérante à des opérations de recapitalisation successives de la Société (dont la dernière remonte à juillet 2008).
- La clause d'opting out qui fait l'objet de la Décision a été adoptée lors de l'assemblée générale ordinaire du 27 avril 2007 à la quasi-unanimité des voix représentées et sans le vote des membres du Groupe d'Actionnaires, qui n'avaient pas pris part au vote afin d'exclure toute influence sur la décision de l'assemblée générale. La validité de cette clause du point de vue du droit civil n'est pas remise en cause d'une quelconque manière.

- Peu après ladite assemblée générale, certains membres du Groupe d'Actionnaires avaient soumis à la Commission des OPA une requête de dérogation à l'obligation de présenter une offre publique d'acquisition dans le cadre de leur participation à une opération d'assainissement de la société. La Commission des OPA avait décidé d'octroyer la dérogation sollicitée, tout en relevant que la clause d'opting out était, du point de vue du droit boursier, matériellement sélective et, partant, inopérante à l'égard des membres de l'époque du Groupe d'Actionnaires pour ce qui concernait la transaction d'assainissement en question, tout en se réservant néanmoins le droit d'examiner la licéité de la clause d'opting out si un cas concret devait se présenter.
- La mise en question par la Commission des OPA de la validité de la clause d'opting out à l'égard des membres du Groupe d'Actionnaires ainsi que le changement intervenu en octobre 2012 au niveau de la pratique de la Commission des OPA concernant les clauses d'opting out considérées comme matériellement sélectives ont créé une incertitude juridique potentiellement préjudiciable à la réalisation d'opérations de croissance externe de la Société qui pourraient se révéler intéressantes dans la perspective d'un renforcement de la base d'activités du groupe Perfect.
- Ainsi, suite à un premier échange de vues informel entre la Société et la Commission des OPA au sujet de la question de la validité du point de vue du droit boursier de la clause d'opting out contenue à l'article 9 des statuts, le Groupe d'Actionnaires a soumis la Requête à la Commission des OPA dans le but d'obtenir une clarification formelle de la situation juridique.
- La Commission des OPA a rendu le 26 avril 2013 une décision négative, dont les considérants sont reproduits sous chiffre 4 ci-après.

2. Prise de position du conseil d'administration

Invité par la Commission des OPA à prendre position dans le cadre de l'examen de la Requête, le conseil d'administration a considéré, au vu des faits connus et de la pratique de la Commission des OPA au sujet de la validité de clauses statutaires d'opting out du point de vue du droit boursier, que la clause d'opting out de l'article 9 des statuts de la Société devait être considérée comme pleinement valable et effective, et ce pour les principaux motifs suivants :

- La clause d'opting out a été adoptée lors de l'assemblée générale ordinaire du 27 avril 2007, soit il y a près de six ans. Cette clause a été adoptée à une époque où la situation du groupe Perfect était fondamentalement différente de sa situation actuelle, puisque le Groupe, qui s'appelait à l'époque 4M Technologies, était actif dans l'industrie du disque optique et avait dû faire l'objet d'opérations d'assainissement successives en raison des difficultés économiques prévalant dans ce domaine d'activité. Ainsi, si la clause d'opting out a été considérée par la Commission des OPA comme matériellement sélective par rapport à un certain état de fait en 2007, au vu des conditions fondamentalement différentes qui prévalent aujourd'hui, une telle appréciation ne se justifie plus, comme le reconnaissait d'ailleurs l'ancienne pratique de la Commission qui considérait que la validité d'une telle clause ne devait plus être mise en cause après l'écoulement d'un délai de 5 ans après l'adoption de la clause.
- La clause d'opting out de l'article 9 des statuts a été adoptée sans que les membres du Groupe d'Actionnaires ne participent d'une quelconque manière au vote. La clause a même été adoptée à la quasi-unanimité des voix des actionnaires "minoritaires", seuls 1.4 % de ceux-ci ayant exprimé un vote négatif ou une abstention. La clause d'opting out reflète donc bien la volonté des actionnaires de la Société qui s'étaient exprimés en avril 2007 et il n'existe selon le conseil d'administration pas de circonstances particulières qui justifieraient de remettre en cause la présomption de bien-fondé résultant du vote des actionnaires "minoritaires".
- La décision d'introduction de la clause d'opting out a été adoptée par l'assemblée générale sur la base d'une information que le conseil d'administration considère comme ayant été transparente et complète au sujet des incidences d'une telle clause, de sorte que les actionnaires de la Société ont pu exprimer leur vote sur l'adoption de cette clause en pleine connaissance de cause. Le conseil d'administration a pris acte

du fait que la Commission des OPA ne partage pas cette appréciation par rapport au vote de l'assemblée générale du 27 avril 2007 et a donc décidé de soumettre au vote des actionnaires, suite à une demande correspondante du Groupe d'Actionnaires, à l'occasion de la prochaine assemblée générale du 24 mai 2013, la question de la confirmation de la validité de la clause d'opting out contenue à l'article 9 des statuts en fournissant aux actionnaires une information transparente et complète au sujet des raisons et incidences d'une telle clause d'opting out.

- A défaut de la constatation souhaitée par la Commission des OPA de la validité de la clause d'opting out du point de vue du droit boursier, la confirmation de sa validité par les actionnaires à l'occasion de la prochaine assemblée générale permettrait de lever une incertitude actuellement préjudiciable aux efforts de Perfect pour réaliser des opérations de croissance externe dans le but d'accélérer le développement des affaires du groupe Perfect. En effet, le secteur des services à l'aviation d'affaires, à la fois très international et très fragmenté, est aujourd'hui propice à des opérations de concentration et de rapprochement d'entreprises, et le conseil d'administration a exposé depuis 2009 son intérêt pour de telles opérations. Or, en fonction de la taille et de la valorisation des entités qui participeraient à une telle opération ainsi que des modalités de celle-ci, la réalisation d'une opération de croissance externe par intégration d'autres entités, combinée le cas échéant avec une cession d'actions, ou d'autres formes de transactions envisageables pourraient conduire à un changement de contrôle au sein de la Société. Il est ainsi très important pour le conseil d'administration de Perfect, afin de pouvoir mener des pourparlers concrets avec des partenaires éventuellement intéressés, que la validité de la clause d'opting out figurant dans les statuts soit formellement et définitivement établie.

3. Information au sujet d'éventuels conflits d'intérêts

Le Conseil d'administration de Perfect est composé de trois membres : M. Jean-Claude Roch, président, M. Stephen Grey et Mme Anouck Ansermoz.

M. Stephen Grey est membre du Groupe d'Actionnaires détenant la participation de 54.86 % des droits de vote de Perfect et figure à ce titre parmi les requérants qui ont soumis la Requête faisant l'objet de la présente prise de position. Il s'est donc abstenu de participer à toute discussion et

tout vote en rapport avec la présente prise de position du conseil d'administration.

M. Jean-Claude Roch, président du conseil d'administration qui exerce également les fonctions de CEO et CFO du groupe Perfect, et Mme Anouck Ansermoz, qui s'est retirée de sa fonction exécutive de CFO en juin 2012 mais continue d'exercer certaines missions pour le groupe Perfect en qualité de consultant, ont adopté seuls la présente prise de position. Ils ne sont pas affectés par un quelconque conflit d'intérêts en rapport avec l'objet de la Requête.

Les fonctions de CEO et de CFO du groupe Perfect étant exercées par M. Jean-Claude Roch, il n'y a pas d'autre membre dans la direction exécutive du groupe, les autres cadres du groupe étant actifs au sein des filiales opérationnelles. Par ailleurs, aucun des autres cadres n'est affecté par un quelconque conflit d'intérêts en rapport avec l'objet de la présente Requête.

4. Décision de la Commission des OPA

Par Décision datée du 26 avril 2013 et accessible dans son intégralité sur le site <http://www.takeover.ch>, la Commission des OPA a décidé ce qui suit :

1. La requête du 22 février 2013 de Stephen Grey, Nicholas Grey, Grover Ventures Inc. et Haute Vision SA est rejetée.
2. La Commission des OPA constate que la clause d'opting out figurant à l'art. 9 des statuts de Perfect Holding SA ne déploie pas d'effets à l'égard de tout actionnaire ou groupe d'actionnaires qui franchirait à l'avenir le seuil de 33 ⅓ % des droits de vote.
3. Le conseil d'administration de Perfect Holding SA publiera une prise de position au sens de l'art. 61 al. 3 OOPA dans un délai de dix jours de bourse dès la notification de la présente décision. Il en soumettra auparavant le projet puis la version originale et signée à la Commission des OPA et l'informerá des modalités exactes de sa publication.
4. La présente décision sera publiée sur le site internet de la Commission des OPA le jour de la publication de la prise de position du conseil d'administration de Perfect Holding SA, au plus tard dix jours de bourse après sa notification.
5. Un émolument de CHF 25'000 est mis à charge de Stephen Grey, Nicholas Grey, Grover Ventures Inc. et Haute Vision SA, qui en répondent solidairement.

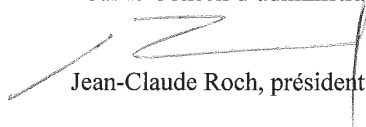
5. Droit d'opposition des actionnaires

Un actionnaire qui détient au minimum 2 % des droits de vote, exerçables ou non, de la Société et qui n'a pas participé à la procédure en relation avec la Requête peut former opposition contre la Décision conformément à l'article 56 OOPA.

L'opposition doit être déposée auprès de la Commission des OPA (Selnaustrasse 30, case postale, 8021 Zurich, télécopie : +41 58 499 22 91 ou counsel@takeover.ch) dans les cinq jours de bourse suivant la publication de la présente prise de position du conseil d'administration. Le délai commence à courir le premier jour de bourse qui suit la publication de la prise de position. L'opposition doit comporter une conclusion, une motivation sommaire et la preuve de la participation de son auteur conformément à l'article 56 OOPA.

Etoy, le 3 mai 2013.

Pour le Conseil d'administration :



Jean-Claude Roch, président